



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025220-0003

Arrêté préfectoral complémentaire visant à réduire l'impact sur les chiroptères du parc éolien de CHAMPFLEURY 2 exploité par la société EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2 sur le territoire des communes de SALON, CHAMPFLEURY et HERBISSE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-4, L. 181-14, L. 511-1, L. 512-20, L. 512-1 et R. 181-45 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le courrier du 30 novembre 2012 actant l'antériorité de l'installation autorisée par arrêtés valant permis de construire ;

VU le suivi environnemental du parc réalisé en 2017 ;

VU le courrier préfectoral du 15 novembre 2018 demandant la transmission de l'attestation de mise en application des mesures de bridage proposées par le bureau de suivi environnemental (bridage chiroptère sur la période du 1^{er} avril au 31 octobre si la température est supérieure à 10°C et la vitesse du vent inférieure à 6m/s) ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 10 septembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2 par courrier recommandé avec accusé de réception du 21 octobre 2024 ;

VU l'absence d'observations présentées par la sur ce projet ;

CONSIDÉRANT la gravité des atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 fixant des listes d'espèces animales et végétales d'intérêt européen qui nécessitent une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement, pour le patrimoine naturel et notamment la mortalité par collision et barotraumatisme occasionnée par le parc éolien sur les chiroptères ;

CONSIDÉRANT que ces espèces sont protégées conformément aux arrêtés ministériels du 23 avril 2007 et du 29 octobre 2009 susvisés ;

CONSIDÉRANT que l'impact potentiel du parc sur les chiroptères justifie la mise en place de mesures conservatoires destinées à prévenir leur mortalité telles que l'arrêt des aérogénérateurs aux périodes d'activités des chiroptères ;

CONSIDÉRANT que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par l'exploitation des prescriptions préalablement édictées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2, dont le siège social se situe Tour Pacific, 11 cours Valmy, PARIS LA DÉFENSE, 92800 PUTEAUX, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc nommé « CHAMPFLEURY 2 » situé sur le territoire des communes de SALON, CHAMPFLEURY et HERBISSE.

ARTICLE 2 : ACTIONS CONSERVATOIRES CHIROPTÈRES

L'exploitant met en œuvre un arrêt des éoliennes afin de limiter leurs impacts sur les chiroptères. Cette mesure s'applique sur l'ensemble des éoliennes du parc éolien de CHAMPFLEURY 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- du 1^{er} avril au 31 octobre ;
- du crépuscule au lever du soleil (1 h avant le coucher du soleil à 1 h après le lever du soleil) ;
- lorsque la température est comprise entre 15 °C et 24 °C ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 5,5 m/s.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la société EOLIENNE DE CHAMPFLEURY 2.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de SALON, CHAMPFLEURY et HERBISSE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires des communes de SALON, CHAMPFLEURY et HERBISSE, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par chacun des maires à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de SALON, CHAMPFLEURY et HERBISSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine.

Troyes, le

08 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérécourse (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.